

# LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

**Le 25 août 2024**

**Pendant ce temps-là, un génocide continue d'être commis.**

**Bande de Gaza : 69 Palestiniens tués au cours des dernières 48 heures - RT 24 août 2024**

Le ministère palestinien de la Santé a déploré ce 24 août un bilan de 69 personnes tuées dans la bande de Gaza en 48 heures. Depuis le début du conflit entre le Hamas et Israël, après l'attaque du 7 octobre 2023, le nombre de Palestiniens tués s'élève à 40 334 et celui des blessés à 93 356. RT 24 août 2024

---

**Lu.**

- Le nettoyage ethnique se poursuit à bas bruit tant à Gaza qu'en Cisjordanie.

Depuis le 7 octobre 2023, le bilan des pertes palestiniennes directes, liées aux opérations des forces israéliennes largement soutenues par l'occident otanien, établi au 22 août 2024 à 12h 00 GMT est de :

Pour Gaza : 40 265 tués dont plus de 16 500 enfants, plus de 93 144 blessés

Pour la Cisjordanie : 640 tués dont 147 enfants, plus de 5400 blessés.

Total Palestine : 40 905 tués, plus de 98 544 blessés ; plus de 10 000 disparus

Si l'on y ajoute les pertes indirectes (malnutrition, défaut de soins, épidémies) en appliquant le facteur 4 retenu par le Lancet pour le conflit palestinien, le nombre total de décès palestiniens serait de 204 525 !

Situation humanitaire à Gaza qui permet de comprendre ce facteur 4 du Lancet pour les pertes indirectes :

289 travailleurs humanitaires et 885 agents de santé sont morts à Gaza dans l'exercice de leurs fonctions durant les onze mois de guerre.

Selon les données de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 990 000 cas d'infections respiratoires aiguës, 574 000 cas de diarrhée aqueuse aiguë, 107 000 cas de syndrome de jaunisse et 12 000 cas de diarrhée sanglante ont été enregistrés depuis le 7 octobre 2023.

Un cas de polio a été détecté, le 19 août, chez un bébé de dix mois originaire de Deir al-Balah, alors que l'ONU alerte depuis plusieurs semaines sur la nécessité de réaliser une importante campagne de vaccination pour les 640 000 enfants de l'enclave.

Les survivants du kibboutz de Nir Oz, le plus touché durant l'attaque du 7 octobre avec un quart de sa population blessée, enlevée ou tuée, ont refusé de participer à la cérémonie nationale en hommage aux victimes. Ils s'interrogent sur la complicité du gouvernement Netanyahu dans l'attaque de la Résistance palestinienne et ont la certitude que la plupart de leurs morts ont été liquidés, non pas par les assaillants, mais par les Forces de Défense israéliennes en application de la «directive Hannibal». Les kibboutz Kfar Aza, Be'eri et Nirim se sont joints à la communauté de Nir Oz. On serait ravi de savoir ce qu'en pense monsieur Meyer Habib, madame Yaël Braun-Pivet et, bien sûr, monsieur Macron, monsieur Séjourné et nos médias grand public qui n'étaient pas sur place le 7 octobre et qui nous racontent un tout autre narratif...

Par ailleurs, en lien avec ce qui précède, l'ancien Premier ministre Ehud Barak a publié une tribune libre dans Haaretz. Il y écrit : «*Sous couvert de la guerre, un putsch gouvernemental et constitutionnel est en train de se produire en Israël sans qu'un coup de feu ne soit tiré. Si ce putsch n'est pas arrêté, il transformera l'État hébreu en une dictature de facto dans quelques semaines. Netanyahu et son gouvernement assassinent la démocratie... Le seul moyen d'empêcher une dictature à un stade aussi tardif est de fermer le pays par le biais d'une désobéissance civile non violente à grande échelle, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, jusqu'à ce que ce gouvernement s'effondre*».

Ce qui est intéressant, c'est de constater que la «grande démocratie israélienne» décrite par Ehud Barak est, à certains égards, comparables à la nôtre...

Enfin, un bien curieux sondage israélien de l'Institute for National Security Studies (INSS),

26% des Israéliens, juifs et arabes, y expriment une grande confiance en Benyamin Netanyahu tandis qu'ils sont 17% à le faire pour son gouvernement.

47% des juifs israéliens estiment qu'il ne faut pas obéir au droit international, ni aux valeurs morales au cours de la guerre actuelle à Gaza.

65% de juifs israéliens pensent que les geôliers accusés d'avoir agressé sexuellement un détenu palestinien ne devraient pas faire l'objet de poursuites pénales et simplement être sanctionnés par l'armée.

---

### **Assez de « sorcellerie » ! Adoptez un état d'esprit scientifique.**

J-C- Vous n'en pouvez plus, vous vous plaignez pour un oui ou un non, vous êtes tendu à l'extrême, angoissé, vous êtes devenu insomniaque, taciturne, aigri, exécrationnel, vous broyez du noir, vous ne supportez plus rien ni personne, vous déprimez, vous êtes démoralisé, vous ne croyez plus en rien, vous doutez de tout, à commencer par vous-même et vous avez bien raison si c'est le cas, vous vous laissez aller, vous êtes peut-être devenu anorexique ou obèse, sous antidépresseurs et somnifères, vous vous défoncez ou vous picolez plus que de raison, bref, vous méritez mieux, non ?

Et puis, il n'y a vraiment pas de quoi culpabiliser ou être pessimiste à outrance, être désespéré, ici personne ne vous jugera. Il y en a qui confondent jugement ou critique avec caractérisation ou description d'idées ou d'actes, de faits, qui permettent juste d'établir des distinctions ou de réaliser des comparaisons comme en sciences de la nature, en paléontologie ou en géologie par exemple, c'est indispensable pour savoir où on en est, de quoi on parle, sérieusement de préférence, et non pour discerner des bonnes ou des mauvaises notes.

Le petit texte suivant s'inscrit dans la continuité des causeries précédentes, je ne l'avais jamais lu auparavant.

### **Toute l'histoire ne serait-elle donc que faute et échec ? - Léon Trotsky - mai 1940**

(Publié dans le tome 23 des Œuvres de Trotsky, édition ILT)

Extrait.

Ce qui est important dans la pensée scientifique, surtout dans les questions complexes de politique et d'histoire, c'est de distinguer le fondamental du secondaire, l'essentiel de l'accidentel, de prévoir le mouvement des facteurs essentiels du développement. Pour les gens dont la pensée ne va que du jour au lendemain, qui cherchent à se rassurer avec toutes sortes d'événements épisodiques sans les relier ensemble dans un tableau global, la pensée scientifique qui part de facteurs fondamentaux semble dogmatique : en politique, on rencontre ce paradoxe à tout moment.

Si l'auteur a justement prédit un certain nombre de choses, cela n'est pas à mettre à son crédit personnel, mais à celui de la méthode qu'il a appliquée. Dans tous les autres domaines, les gens — ou au moins ceux qui sont spécialement formés — considèrent comme essentielle l'application d'une méthode définie. Il en va autrement en politique. Là domine la sorcellerie. Des gens d'une éducation supérieure croient que, pour une opération politique, les capacités d'observation, le coup d'œil, une certaine dose de finesse et le sens commun suffisent.

L'illusion de la libre volonté engendre l'arbitraire subjectif. En Amérique, on trouve beaucoup la conception de l'homme politique comme un “*ingénieur*” qui prend des matières premières et construit en fonction de ses plans. Il n'y a rien de plus naïf et vide que cette conception. Pourtant, comme dans toute philosophie, y compris la philosophie de l'histoire, il existe une façon juste de concevoir les rapports réciproques entre subjectif et objectif. En dernière analyse, les facteurs objectifs remportent toujours sur le subjectif. C'est pourquoi une politique juste commence toujours par une analyse du monde réel et une analyse des tendances qui le traversent. C'est seulement ainsi qu'on peut parvenir à une prédiction scientifique correcte et à une intervention correcte dans un processus sur la base de cette prédiction. Toute autre approche relèverait de la sorcellerie.

Des gens à la tournure d'esprit vulgaire pourraient maintenant faire allusion à la défaite du courant politique auquel appartenait et appartient toujours l'auteur de ce livre. Comment est-il possible que l'empiriste Staline ait vaincu la fraction qui suivait une méthode scientifique ? Cela ne veut-il pas dire que le sens commun est supérieur au doctrinarisme ?

Tout sorcier a un certain pourcentage de malades qui guérissent. Et tout docteur un certain pourcentage de malades qui meurent. A partir de là, certains tendent à préférer la sorcellerie à la médecine. Mais en fait, la science peut démontrer que dans un cas le malade a guéri en dépit de l'intervention du sorcier et que dans l'autre il est mort parce que la science médicale, au moins dans sa phase actuelle, ne pouvait effectivement surmonter les forces de destruction de l'organisme ; dans les deux cas, on peut déterminer correctement le rapport entre l'objectif et le subjectif.

En politique, la méthode scientifique ne peut assurer la victoire dans tous les cas. Mais, par ailleurs, la sorcellerie donne dans certains cas une victoire quand celle-ci repose sur des alignements objectifs et les tendances générales du développement.

Il y a des gens qui se considèrent comme des gens instruits, mais qui se permettent d'émettre des jugements sommaires comme celui selon lequel “*la révolution d'Octobre a été un échec*”. Qu'en

est-il de la Révolution française ? Elle s'est terminée par la restauration, bien qu'épisodique, des Bourbons. Et la guerre civile aux Etats-Unis ? Elle a conduit au règne des Soixante Familles. Et toute l'histoire humaine en général ? Jusqu'à présent, elle a conduit à la seconde guerre impérialiste, qui menace notre civilisation entière. Il est dans ces conditions impossible de ne pas dire que toute l'histoire n'a été que faute et échec. Finalement, qu'en est-il des êtres humains eux-mêmes — pas un petit facteur dans l'histoire ? Ne faut-il pas dire que ce produit d'une évolution biologique prolongée est un échec ? Bien entendu, il n'est interdit à personne de faire semblables observations générales. Mais elles découlent de l'expérience individuelle de petits boutiquiers, ou de la théosophie, et ne s'appliquent pas au processus historique dans son ensemble ou à toutes ses étapes, ses chapitres principaux ou ses épisodes.

---

### **Il ne se produira pas de miracle !**

Il y a de nombreux travailleurs et militants, intellectuels ou éléments progressistes des classes moyennes, dégoûtés par l'incurie ou la faillite du mouvement ouvrier, qui en désespoir de cause arrivent à lorgner vers des acteurs sociaux ou politiques ou des médias sociaux de droite ou d'extrême droite, certains parmi eux sont à la recherche du sauveur suprême, Elon Musk ou Robert F. Kennedy Jr, par exemple, oubliant du même coup la lutte de classe implacable que ces derniers livrent à la classe ouvrière.

Mais la réalité n'a que faire de leurs états d'âme, et il arrive toujours un moment où cruellement elle leur démontre qu'ils se sont gravement fourvoyés ou qu'ils se sont bercés d'illusions. Comment réagissent-ils quand ils se retrouvent devant le fait accompli ? Ils ont le choix entre le nier ou en faire abstraction et pencher toujours plus à droite, ou se reprendre en se réappropriant le socialisme, mais comment le pourrait-il puisqu'ils savent que tous les partis ouvriers se sont gravement compromis ou ont rompu avec le socialisme ?

C'est un peu pour cette raison que j'entretiens ce blog et le courant politique qui s'y exprime, pour leur montrer qu'en 2024 le socialisme est (toujours) d'actualité, et qu'il est possible de le défendre sans le trahir, en se foutant éperdument des critiques provenant de ses représentants officiels ou autoproclamés.

### **Présidentielle américaine 2024 : Robert F. Kennedy Jr se range derrière Donald Trump - 20minutes.fr/AFP 24 août 2024**

Le candidat indépendant à l'élection présidentielle américaine, Robert F. Kennedy Jr, héritier de la célèbre dynastie politique, a annoncé vendredi « *suspendre* » sa campagne et apporter son soutien au candidat républicain Donald Trump face à la démocrate Kamala Harris. 20minutes.fr/AFP 24 août 2024

---

### **Qui a dit ? Qui se présente en garant suprême de la Constitution antidémocratique de la Ve République ? Ce n'est pas Macron.**

- « *Nous sommes tous d'accord pour dire que c'est inacceptable que le Président exerce un tel coup de force contre la démocratie. Sinon, que reste-t-il comme solution ? Nous sommes républicains et démocrates, nous nous saisissons des armes que nous permet de saisir la Constitution.* »

Réponse : Jean-Luc Mélenchon sur la scène des Amfis vendredi 23 août. Source : Le HuffPost 24 août 2024

J-C – Il se trouve qu'hier je suis tombé sur un article que j'ai trouvé carrément génial, il pulvérise la démocratie et les imposteurs qui prétendent qu'elle aurait existé sous un régime d'exploitation et d'oppression.

L'auteur décrit avec une précision étonnante comment la classe dominante l'instrumentalise à partir d'une multitude de procédés ou mécanismes, instruments politiques ou institutionnels, représentations idéologiques, etc. qui se combinent à seule fin d'asservir le peuple et de conserver le pouvoir.

L'auteur explique comment le libéralisme poussé à l'extrême a vidé la démocratie de sa substance pour en faire uniquement un instrument d'oppression permanente des masses au profit exclusif des capitalistes.

De fait, libéralisme et démocratie ne peuvent être qu'antinomiques, puisqu'ils représentent deux classes aux intérêts foncièrement inconciliables ou opposés, celles des capitalistes et de la classe ouvrière.

Cette description du fonctionnement du libéralisme montre que la « *démocratie représentative* » est fondamentalement corporatiste, réactionnaire, contrerévolutionnaire, autrement dit, pour que la démocratie se réalise, il faut que le peuple opprimé se soulève et renverse le régime politique en place, chasse les représentants du capitalisme au pouvoir, détruise l'Etat de fond en comble, parce qu'il a été conçu par et pour que les capitalistes puissent exercer leur pouvoir sur les exploités...

Voilà un article d'une très grande valeur, parce que l'auteur aborde une question déterminante, la question du pouvoir sous tous ses rapports, sur différents plans, économique et social, politique, psychologique, culturel, bref, en dialecticien et en matérialiste, on pourrait pratiquement dire en marxiste, et non sous un angle propagandiste ou dogmatique insipide.

**« La démocratie représentative comme un moyen de prévention des révolutions ».**

### **La démocratie des spectateurs.**

«La «démocratie représentative» est une construction créée dans l'intention de tenir la population à l'écart du pouvoir réel». – Extrait exclusif de «Die extreme Mitte» («L'extrême centre»).

Nous connaissons tous ce sentiment : maintenant, nous avons élu nos «représentants», mais nous n'avons pas de réelle influence sur les événements. «Ils» font ce qu'ils veulent, que nous applaudissions dans les gradins ou que nous émettions un «bouh» désapprobateur. À quoi sert alors la façade d'un gouvernement populaire ? Rainer Mausfeld considère la démocratie représentative comme un moyen de prévention des révolutions. Elle sert à faire avancer le processus de notre privation de droits quasiment avec notre consentement. La croix, que nous traçons le jour du vote, n'est donc pas un symbole du pouvoir du citoyen en tant que souverain d'une démocratie ; au contraire, l'acte de voter confie le pouvoir à des «représentants», de sorte que ce dernier s'éloigne aussitôt du peuple. L'histoire de la démocratie est aussi l'histoire de tentatives de plus en plus imaginatives pour empêcher les élites d'être influencées par une majorité supposée incompétente.

En transposant une conception précapitaliste de la liberté à des rapports de force capitalistes inédits, pour lesquels cette conception de la liberté était pour ainsi dire aveugle aux limites, le libéralisme a pu se transformer en «*démocratie libérale*», c'est-à-dire en une forme de démocratie qui exclut le domaine de l'économie du contrôle démocratique et libère ainsi le pouvoir capitaliste de tout contrôle et de toute limitation extra-économiques.

Ce faisant, l'idée directrice traditionnelle de la démocratie en tant que socialisation radicale de la domination est remplacée par une expression inédite de la démocratie qui raccourcit à l'extrême le concept initial et va à l'encontre des intentions qui lui étaient initialement associées, à savoir un garde-fou civilisationnel contre un pouvoir du plus fort. Plus encore :

*«La caractéristique de l'approche de la démocratie libérale vis-à-vis de cette nouvelle sphère de pouvoir n'est pas de la contrôler, mais de la libérer».*<sup>1</sup>

La «*démocratie libérale*» est une démocratie extrêmement limitée, car l'influence du peuple est étroitement limitée par la Constitution et les domaines centraux de la société sont soustraits à toute volonté et organisation démocratiques.

Le libéralisme a redéfini le sens de la «*démocratie*» comme étant la garantie de «*zones d'autonomie privée sans État*» pour les citoyens propriétaires et la mise à disposition d'élections libres de représentants d'intérêts politiques issus d'un éventail d'élites prédéfini. Comme le fait remarquer l'historienne sociale Ellen Meiksins Wood, «*la démocratie a été récupérée par le libéralisme*».<sup>2</sup>

Cette réduction, ce vidage et cette distorsion du concept de démocratie sous l'influence du libéralisme et du capitalisme ont été si profondément ancrés dans la pensée collective qu'aujourd'hui, le mot «*démocratie*» est presque exclusivement associé aux libertés civiles telles que la protection de la vie privée et de la propriété privée, la liberté d'expression, la liberté de la presse et de réunion, la protection et la reconnaissance des groupes sociaux particuliers, en particulier ceux qui font l'objet de discriminations, et ainsi de suite. Par conséquent, l'expression «*démocratie libérale*» apparaît aujourd'hui à la plupart presque comme un pléonasme, alors qu'elle est de facto une contradiction dans les termes.

Le mépris des masses – les élections dans le libéralisme

L'idée d'une souveraineté populaire est profondément étrangère au libéralisme, qui se caractérise depuis ses origines historiques par un profond mépris pour le peuple. L'élitisme et le darwinisme social sont inhérents au libéralisme.

*«La souveraineté de l'individu libéral, marquée par l'idée de sélection et fondée sur l'élite, constitue donc en réalité une opposition à la «souveraineté du peuple» radicalement démocratique».*<sup>3</sup>

Cette position antidémocratique était déjà exprimée par John Stuart Mill (1806-1873), économiste national, réformateur social, partisan d'une éthique de l'utilité et l'un des penseurs libéraux les plus influents du XIXe siècle :

*«Jamais un gouvernement n'a été ou n'a pu être élevé au-dessus de la médiocrité par une démocratie ou une aristocratie nombreuse, dans ses actions politiques ou dans les opinions, les qualités et l'état d'esprit qu'elles nourrissent, à moins que les nombreux gouvernants – comme ils l'ont toujours fait dans leurs meilleurs moments – ne se laissent guider par les conseils et l'influence d'un ou de quelques-uns plus doués et plus instruits».*<sup>4</sup>

Au sens du libéralisme, le citoyen est le propriétaire de biens, les non-propriétaires restant exclus des droits civiques. Seul celui qui est économiquement indépendant peut se permettre de porter un jugement indépendant. Seul le propriétaire dispose du loisir et de l'éducation nécessaires pour comprendre le contexte social, ce qui lui permet d'exercer des droits politiques. C'est pourquoi les premières constitutions libérales limitaient le droit de vote à ceux qui possédaient, ou plus précisément à l'homme blanc qui possédait. Par conséquent, le libéralisme favorisait le suffrage censitaire traditionnel, dans lequel le droit de vote, le poids électoral et l'accès aux fonctions politiques étaient liés à la possession de biens.

Le libéralisme européen du XIXe siècle se caractérisait également par une attitude hostile au suffrage universel.

*«Les libéraux européens ont toujours rejeté le suffrage démocratique. Ne devait être citoyen politique à part entière que celui qui remplissait les critères libéraux du citoyen : un certain niveau d'éducation et d'indépendance économique. Les modèles libéraux étaient taillés sur mesure pour le citoyen indépendant intellectuellement et matériellement, politiquement, socialement, économiquement et aussi culturellement».*<sup>5</sup>

Le libéralisme a toujours eu pour objectif de protéger une classe de personnes instruites et possédantes contre les exigences d'une politique déterminée par la «*médiocrité du grand nombre*».

Dans le libéralisme traditionnel, la propriété et l'éducation s'allient contre l'ennemi commun d'une démocratie égalitaire.

*«En fait, le libéralisme a essentiellement servi les intérêts d'une classe de privilégiés néo-féodale».*<sup>6</sup>

Au cœur du libéralisme se trouvait donc toujours un ressentiment antidémocratique déterminé. Il a hérité de l'Antiquité la «*misodemia*»<sup>7</sup>, la haine de la démocratie, ainsi que le mépris des masses qui en découle<sup>8</sup>, et l'a associée à un élitisme de l'éducation et de la propriété, qui cherchait à justifier les prétentions au pouvoir sur la base des performances individuelles. Avec le passage du féodalisme au capitalisme, les titres de domination traditionnels tels que l'ascendance, la richesse héritée ou les références à des constellations de domination de fait ont été de plus en plus remplacés par des titres de domination découlant de critères de «*performances*» individuelles. Cela a donné naissance à une nouvelle idéologie, la méritocratie, selon laquelle ceux qui ont acquis un mérite par des réalisations sont légitimés à exercer le pouvoir.

Dans le capitalisme, le mérite individuel consiste notamment à se procurer les moyens d'accumuler du capital. L'idéologie capitaliste de la «*méritocratie*» suggère que la position sociale de chacun est déterminée par le talent et le mérite et que, dans ce sens, la société est juste. Dans une démocratie libérale, selon l'idéologie méritocratique, chaque membre de la société occupe la position sociale qu'il mérite ; les riches ont mérité leur richesse et leur position sociale par leur talent et les pauvres sont pauvres à juste titre pour la même raison. L'idéologie méritocratique contribue à masquer le fait qu'il existe une relation sociale entre les deux.

Ce n'est qu'au XXe siècle que le mouvement ouvrier a imposé le suffrage universel et égal à grande échelle. Il existe une tension fondamentale avec l'idéologie méritocratique. Le libéralisme n'a pu accepter l'universalisation de sa conception particulariste de la liberté, adaptée aux besoins de la bourgeoisie, et donc le suffrage universel, que dans la mesure où il pouvait garantir, par d'autres mécanismes, que l'influence politique du peuple était maintenue dans des limites très étroites.

De tout temps, les élites au pouvoir ont eu tendance à compenser et à neutraliser en quelque sorte une perte de pouvoir résultant de conquêtes émancipatrices socialement acquises, en créant des mécanismes juridiques et institutionnels appropriés.

De l'Antiquité<sup>9</sup> à nos jours, en passant par la naissance de la Constitution américaine, une telle régularité historique de la dynamique de stabilisation du pouvoir peut être mise en évidence. Elle est même constitutive du libéralisme. Pour stabiliser et étendre l'influence politique de la classe possédante, il a développé un large éventail de mécanismes abstraits et donc largement invisibles pour le public, qui vont entre autres du droit fiscal aux mécanismes constitutionnels en passant par la privatisation des médias.

La démocratie représentative comme prophylaxie de la révolution

Le principal mécanisme constitutionnel qui permet de limiter très efficacement l'influence politique du peuple est le concept de «*démocratie représentative*». Ce terme a été introduit pour la première fois en 1777 par Alexander Hamilton, l'un des pères de la Constitution américaine. Le principe de la représentation parlementaire visait à créer un mécanisme de rassemblement des volontés pour l'exercice du pouvoir social, en combinant deux objectifs.

D'une part, il s'agissait de satisfaire le besoin du peuple de se gouverner lui-même. Dans le même temps, un tel mécanisme de représentation était perçu, selon les termes de l'historienne sociale américaine Ellen Meiksins Wood, «*comme un moyen de tenir le peuple à l'écart de la politique*» et de «*maintenir au pouvoir une oligarchie possédante avec le soutien de la masse de la population par le biais des élections*»<sup>10</sup>. Cela nécessitait une «*redéfinition de la démocratie*» qui devait masquer la forme réelle d'une oligarchie électorale d'élite.<sup>11</sup>

L'objectif stratégique d'une telle redéfinition était en fait évident dès le départ. Par exemple, dès 1786, le juriste de Halle Christian Daniel Voss (1761-1820) expliquait que le néologisme «*démocratie représentative*» contenait une contradiction en soi et que cette expression devait donc être classée parmi les mots dépourvus de sens<sup>12</sup>. «*Rien n'est plus étrange, constatait Voss, que de croire qu'un peuple qui élit les personnes physiques de son gouvernement, en totalité ou pour une ou quelques branches du gouvernement, se gouverne lui-même*»<sup>13</sup>. Au contraire, en élisant des représentants, les électeurs «*admettent (implicitement) un contrat de soumission totale*».

«*Une fois que les électeurs ont choisi leur représentant, c'est-à-dire qu'ils se sont soumis, ils n'ont plus aucune part au gouvernement, seule la tromperie et l'illusion peuvent entretenir l'idée que le citoyen qui a donné son vote pour l'élection d'un représentant dans le corps législatif, donne aussi par lui son vote pour l'élection des lois, se donne à lui-même ses lois, impose ses contraintes, et ainsi de suite. Car ce vote n'était rien d'autre, à proprement parler, que son consentement au contrat de soumission que les électeurs passaient avec l'élu*».<sup>14</sup>

De plus, «*le représentant se fait le plus souvent élire lui-même, c'est-à-dire qu'il détermine par sa puissance d'esprit les volontés des électeurs à se soumettre à la sienne parmi plusieurs concurrents*».<sup>15</sup>

Dès l'invention de la «*démocratie représentative*», il était donc clair que cette idée n'était rien de plus qu'un substitut rhétorique de la démocratie, destiné à neutraliser les besoins émancipateurs d'autodétermination. Néanmoins, ce terme a également déployé une grande force de suggestion auprès des personnes soumises au pouvoir, ce qui a permis à cette idée d'entamer sa marche triomphale dans le monde.

«*Nous nous sommes tellement habitués à la formule de la «démocratie représentative» que nous oublions le plus souvent que cette idée américaine était une nouveauté. Dans sa forme fédéraliste, elle signifiait en tout cas que ce qui était jusqu'alors conçu comme l'antithèse de l'autodétermination démocratique était désormais non seulement compatible avec la démocratie, mais constitutif de celle-ci : non pas l'exercice du pouvoir politique, mais le fait d'y renoncer, de le transférer à d'autres, c'est-à-dire de s'en aliéner*».16

L'idée de démocratie représentative a donc servi dès le départ à repousser la démocratie<sup>17</sup>. C'est pourquoi cette conception de la démocratie des pères fondateurs américains était également caractérisée par un suffrage censitaire. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les démocraties représentatives privilégiaient encore tout naturellement les citoyens possédants.

La démocratie libérale, née comme forme de domination de la bourgeoisie éduquée et possédante, et qui a d'abord tenu la majorité de la population à l'écart de l'influence politique par le biais du suffrage censitaire, a pu intégrer sans risque le suffrage universel sur la base d'une «*démocratie représentative*». Comme le montre Wood, cela s'explique aussi essentiellement par le fait que «la structure sociale du capitalisme modifie la signification de la citoyenneté, car l'universalité des droits politiques – en particulier le suffrage universel des adultes – laisse intacts les rapports de propriété et le pouvoir d'appropriation sous une forme inconnue jusqu'alors.

«*Le capitalisme permet une forme de démocratie dans laquelle l'égalité formelle des droits politiques n'a qu'un impact minimal sur les inégalités ou les rapports de domination et d'exploitation dans d'autres domaines*»<sup>18</sup>. Dans les structures oligarchiques, comme celles qu'incarne une démocratie d'élite, les élections ne sont pas l'expression d'une socialisation de la domination, mais un instrument de protection de la domination particulièrement adapté pour neutraliser les besoins de changement et les orienter dans la direction souhaitée.

Les élites au pouvoir, malgré leur méfiance fondamentale à l'égard du peuple, font donc volontiers usage des élections pour exploiter la fonction de pacification sociale qui leur est associée.

La stratégie consistant à faire des concessions démocratiques de façade aux mouvements émancipateurs tout en les «*désamorçant*» par d'autres moyens s'est révélée extrêmement efficace jusqu'à présent. Comme le concept de démocratie, en tant que socialisation radicale de la domination, est chargé de grandes promesses émancipatrices, il peut être utilisé psychologiquement de manière très efficace comme instrument de domination par une redéfinition appropriée.

Cette redéfinition doit être telle qu'elle donne l'impression d'une autodétermination politique, mais qu'elle déplace en même temps la signification initiale du terme «*démocratie*» d'une manière à peine perceptible pour le public, de sorte que la «*démocratie*» ne signifie justement plus une autodétermination politique du peuple, mais une détermination étrangère par des élites politico-économiques.

C'est exactement ce que fait l'idée de «*démocratie représentative*». Elle suggère en effet que le besoin de liberté des personnes soumises au pouvoir a été pris en compte et que les rapports sociaux existants sont précisément l'expression de la volonté du peuple. Il est difficile d'imaginer une forme plus efficace de prophylaxie de la révolution que l'illusion de l'autodétermination politique.

## Notes

1- Ellen Meiksins Wood, «*Demokratie contra Kapitalismus : Beiträge zur Erneuerung des historischen Materialismus*» (Cologne/Karlsruhe : ISP, 2010), page 236.

2- *ibid.*, page 231.

3- Kurt Klotzbach, «*Das Eliteproblem im politischen Liberalismus : Ein Beitrag zum Staats – und Gesellschaftsbild des 19. Jahrhunderts*» (Cologne/Opladen : Westdeutscher Verlag, 1966), page 39.

4- John Stuart Mill, «*Sur la liberté : un essai*» (Wiesbaden : Marixverlag, 2014).

5- Dieter Langewiesche (éditeur), «*Liberalismus im 19. Jahrhundert : Deutschland im europäischen Vergleich*» (Göttingen : Vandenhoeck & Ruprecht, 1988), page 14 suivante.

6- Klotzbach, à l'endroit indiqué, page 12.

7- Josiah Ober, «*Political Dissent in Democratic Athens*» (Princeton : Princeton University Press, 2011), page 285.

8- Alex Carey, «*Taking the Risk out of Democracy : Corporate Propaganda versus Freedom and Liberty*» (Urbana : University of Illinois Press, 1997), et Joseph V. Femia, «*Against the Masses : Varieties of Anti-Democratic Thought since the French Revolution*» (Oxford : University Press, 2001), et Walter Christopher Struve, «*Elites against Democracy. Leadership Ideals in Bourgeois Political Thought in Germany, 1890-1933*» (Princeton : University Press, 1973).

9- Voir par exemple Matthew Simonton, «*Classical Greek Oligarchy : A Political History*» (Princeton University Press, 2017).

10- Wood, à l'endroit indiqué, page 220.

11- Cela était en fait facilement reconnaissable dans les documents historiques correspondants et avait déjà été critiqué par des auteurs contemporains. L'historiographie récente a mis en lumière et renforcé ce fait sous un certain nombre d'autres perspectives. Ainsi, Klarman constate que «*l'esprit dominant de la convention n'était pas seulement nationaliste mais aussi nettement antidémocratique – même selon les normes de l'époque*». (Michael J. Klarman, «*The Framers*» *Coup : The Making of the United States Constitution*) (New York, NY : Oxford University Press, 2016)). Bouton écrit : «*Ne vous y trompez pas : l'élite fondatrice a restreint la signification et la pratique de la démocratie de manière fondamentale, ce qui continue à façonner notre gouvernement et notre société aujourd'hui. (...) En transformant la démocratie en un concept qui encourageait l'accumulation de richesse sans entrave plutôt que l'égalité des richesses, l'élite fondatrice (et les générations suivantes d'élites) a dompté ce qu'ils ne pouvaient pas vaincre*». (Terry Bouton, «*Taming Democracy : «The People», the Founders, and the Troubled Ending of the American Revolution*» (Oxford : University Press, 2007), pages 261/263.) Jeremy Engels voit dans les conceptions des fédéralistes, et en particulier dans la forme de «*démocratie représentative*» qu'ils ont développée, une nouvelle variante de l'ancienne «*misodémie*», la haine de la démocratie : «*The Federalist updated and fundamentally altered these ancient misodemetic discourses, casting aside the more traditional vocabulary of the few and the many and, instead, medicalizing misodemia, marking democracy as an incubator of the «diseases» typical of «public bodies*». (Jeremy D. Engels, «*The Trouble with «Public Bodies» : On the Anti-Democratic Rhetoric of The Federalist*», *Rhetoric & Public Affairs* (2015), 18, 505 à 538.

12- Christian Daniel Voss, «*Handbuch der allgemeinen Staatswissenschaft nach Schlözers Grundriss, Band 1*». (Leipzig : Weidmann, 1786), page 75.

13- *ibid.*, page 64.

14- Cette idée d'un contrat de soumission a ensuite été ouvertement exprimée dans des variantes modernes d'une démocratie représentative, par exemple dans la conception de Max Weber d'une «*démocratie plébiscitaire de dirigeants*», la conception de Walter Lippmann d'une démocratie d'élites ou la conception de Joseph Schumpeter d'une oligarchie électorale d'élites.

15- *ibid.*, page 65.

16- Wood, à l'endroit indiqué, page 219.

17- Comme l'affirme l'éminente théoricienne de la représentation Hanna Fenichel Pitkin : «*Representation, at least as a political idea and practice, emerged only in the early modern period and had nothing at all to do with democracy*». (Hanna Fenichel Pitkin, «Representation and Democracy : Uneasy Alliance». *Scandinavian Political Studies* (2004), 27, 335 à 342.) Les procédures législatives représentatives peuvent tout au plus se justifier par des considérations pragmatiques d'opportunité, à condition de s'assurer que les représentants sont pleinement responsables devant la base sociale (voir Ingeborg Maus, «*Zur Aufklärung der Demokratietheorie : rechts- und demokratietheoretische Überlegungen im Nach nach Kant*» (Francfort-sur-le-Main : Suhrkamp, 1992), pages 197 suivantes).

18- Wood, à l'endroit indiqué, page 226.

Source Apolut : <https://apolut.net/die-zuschauerdemokratie-von-rainer-mausfeld/>

**Au format pdf en français.**

[http://www.luttedeclassse.org/dossier\\_2\\_2024/democratie.pdf](http://www.luttedeclassse.org/dossier_2_2024/democratie.pdf)

---

## **Corporatisme. Qui se ressemble s'assemble.**

### **Qui est Nicolas Penin, le nouveau Grand Maître du Grand Orient de France ? - 20 Minutes/AFP 23 août 2024**

La principale organisation de la franc-maçonnerie en France a annoncé, ce vendredi, que Nicolas Penin avait été élu grand maître du Grand Orient de France (GODF).

Agé de 48 ans, il succède à Guillaume Trichard, qui avait pris ses fonctions il y a un an. Il a été élu jeudi au premier tour par les conseillers de l'ordre réunis à Lille, a-t-on appris auprès du GODF.

Diplômé en histoire à l'université d'Artois à Arras, le nouveau patron du GODF a fait carrière au sein de l'Education nationale en tant que conseiller principal d'éducation. Père de trois enfants, il a poursuivi des activités associatives et syndicales, notamment comme secrétaire régional du syndicat Unsa-Education pour les Hauts-de-France, précise le GODF.

Avec 54.400 membres et 1.395 loges, le Grand Orient de France, d'une sensibilité généralement classée à gauche, est la plus grande obédience maçonnique française. Son grand maître est l'une des

rare personnalités visibles de cette organisation, qui a fêté en 2023 ses 250 ans, et dont les membres ne sont pas censés révéler leur appartenance. 20 Minutes/AFP 23 août 2024

---

### **Totalitarisme. Double peine. Ils traquent les petits trafiquants et laissent prospérer les gros.**

J-C – Rappel. Les syndicats font partie du conseil d'administration de la CAF, ils cautionnent donc la chasse à l'homme organisée dans les quartiers et les banlieues ouvrières à la recherche de fraudeurs.

Question : En quoi cela serait-il compatible avec leur mission au service des travailleurs ? Sous un régime capitaliste, quand les syndicats ont vocation à s'ériger en procureurs et délateurs, ce n'est jamais pour le compte des travailleurs.

### **La CAF de l'Isère réduit les prestations sociales des trafiquants de drogue en fonction de leur revenu illicite - 20 Minutes 23 août 2024**

Pour lutter contre la délinquance et plus précisément le trafic de stupéfiants, une mesure inédite est mise en place en Isère. Le parquet de Grenoble et la Caisse d'allocation familiale (CAF) locale ont signé une convention en décembre 2020. Elle permet de sanctionner les dealers condamnés par la justice, en supprimant ou réduisant leurs droits aux prestations sociales.

Déjà 55 personnes ont déjà été concernées par cette mesure, en raison de l'absence de déclaration des revenus perçus illégalement.

« Pour récupérer le trop-perçu, la CAF procède à des retenues sur prestations », a confirmé la directrice départementale. « Les prestations sociales que l'on verse doivent correspondre à la réalité », s'est-elle justifiée. La CAF peut également demander le remboursement des allocations indues.

Les « revenus occultes » sont intégrés dans le calcul des prestations sociales, telles que les allocations familiales, le RSA, la prime d'activité, ou encore l'aide au logement. Les enquêteurs vérifient aussi la composition du foyer : si la personne vit en couple, si elle a des enfants... Des informations croisées avec les informations de la CAF.

Par exemple, les gains illicites de deux hommes récemment condamnés ont été estimés et inclus dans le calcul de leurs prestations sociales. Ce sont ainsi 3.000 euros de pénalités qui leur ont été infligés.

Ce dispositif a été « étendu en 2023 à la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM), qui recherche elle aussi des fraudeurs parmi les trafiquants ». Il a été inscrit par la Direction des Affaires criminelles et des Grâces (DACG) dans les « bonnes pratiques » envoyées aux différents parquets de France.

---

### **En famille sous la Ve République, « passe-moi le plat, merci ».**

J-C - Si Macron est bien conseiller ou moins con qu'il en a l'air, il va laisser le NFP former un gouvernement avec Lucie Castets Premier ministre, et à la première occasion il sera renversé par une alliance de la droite et de l'extrême droite.

Ensuite, Macron aura le beau rôle, il pourra toujours déclarer : J'ai fait preuve de bonne volonté, je vous avais prévenu qu'il existait un risque de rejet, j'ai donné sa chance au NFP, il n'a pas su la saisir, je n'y suis pour rien, je vous pends à témoin, maintenant je dois nommer un Premier ministre issu de la droite (officielle), parce que la France ne peut pas rester sans gouvernement...

Les imposteurs du NFP en prendront acte, ils gesticuleront ou vociféreront, puis ils multiplieront les motions de censures inutiles, pour finalement admettre qu'ils étaient minoritaires, ils devront se contenter des prébendes correspondant à leur rôle de figurants dans l'opposition parlementaire et la vie continuera comme avant sous ce régime tyrannique qui ne veut pas dire son nom.

### **Les collabos annoncent la couleur : ils entendent « rompre avec la logique d'un camp contre un autre », devinez au profit duquel, vive le corporatisme !**

#### **Le Nouveau Front populaire publie à son tour sa « lettre aux Français » et se dit « prêt » à gouverner - Le HuffPost 22 août 2024**

J-C - Ils tiennent absolument à faire croire qu'il serait possible de gouverner sous la Ve République en tenant compte des besoins et aspirations des travailleurs, alors qu'elle a été conçue pour représenter les intérêts des capitalistes, ce que ses représentants ont toujours fait méticuleusement depuis 1958. L'article sur la démocratie plus haut explique très bien comment le capitalisme a compensé les quelques concessions

Le HuffPost - Ils promettent « une rupture ».

J-C - Devinez avec quoi, tout sauf « la logique d'un camp contre un autre », autrement dit, la collaboration de classes.

Le HuffPost - Loin des reproches qui leur sont parfois adressés sur l'application du programme, rien que du programme et de tout le programme, les leaders du NFP déclarent qu'ils entendent « rompre avec la logique d'un camp contre un autre » et qu'ils sont prêts à « travailler ensemble pour construire l'avenir du pays ». Contraints « d'inventer une manière de gouverner inédite sous la Ve République », ils veulent redonner la main au Parlement et mieux associer « les partenaires sociaux, les associations, les élus locaux ».

« Beaucoup d'entre vous ne croient plus en la politique, écrivent-ils aux Français. Ces sentiments nourrissent la montée de l'extrême droite, que nous avons combattue et continuerons à combattre.»

J-C - Alors que c'est leur politique opportuniste qui en est à l'origine. La preuve.

---

### **Tout sauf rompre avec Macron et la Ve République !**

J-C - Le PS, le PCF, Place Publique, les Écologistes en famille avec Macron

## **Destitution de Macron: le PCF appelle les Insoumis à "*discuter*" avant d'"*impulser*" de nouvelles idées - BFMTV 22 août 2024**

Avant l'appel de Léon Deffontaines (PCF) à se concerter plutôt que de brandir individuellement des propositions, le Parti socialiste s'était d'ores et déjà désolidarisé de l'initiative insoumise. La candidate de la gauche au poste de Premier ministre, elle-même, a pris ses distances avec la tribune des Insoumis.

La secrétaire nationale des Écologistes Marine Tondelier a également rappelé sa position. Sur notre antenne, le même jour, elle a expliqué que cette destitution n'était "*ni la ligne, ni la priorité*" de son parti. BFMTV 22 août 2024

---

**Ils se renient avant même d'être au pouvoir, parce que c'est dans leur nature, le NFP, c'est la réaction, la droite, le capitalisme.**

## **Matignon: Lucie Castets estime que "*des compromis sont possibles*" avant la réunion avec Emmanuel Macron - BFMTV 23 août 2024**

Lucie Castets s'est exprimée à Tours ce jeudi 22 août lors des Journées d'été des écologistes.

"*Je suis sûr qu'il y aura des compromis possibles sur cette base, mesure après mesure, pour construire la transition*", a déclaré Lucie Castets après avoir énuméré les grandes mesures du Nouveau Front populaire.

"*Mais disons-le aussi clairement, et nous le dirons aussi demain au président de la République, le NFP, ce n'est pas qu'un changement de cap politique, c'est aussi un changement de méthode et celui-ci devra être radicale*", a-t-elle ajouté.

---

**Ils se posent en garants de la stabilité des institutions de la Ve République : "*Nous sommes extrêmement respectueux des institutions*".**

## **Ce que Macron a dit au NFP lors de leur rencontre à l'Élysée - LePoint.fr/AFP 23 août 2024**

J-C - Rien, en revanche les scélérats du NFP se sont lâchés.

BFMTV - D'après Fabien Roussel, Emmanuel Macron a, dès le début de l'entretien, "*redit qu'il cherchait à bâtir la solution de stabilité pour le pays*", *une formule répétée "plusieurs fois*".

"*Quand il parle de stabilité, c'est pour les institutions. Nous avons été rassurants et Lucie Castets a bien dit que nous sommes extrêmement respectueux des institutions*", a-t-il précisé. Le secrétaire national du Parti communiste français a jugé "*positives*" plusieurs déclarations du chef de l'État.

Dans la suite des échanges, le président a "*posé la question de la participation d'insoumis à un gouvernement*", a rapporté le chef communiste, alors que plusieurs forces d'extrême droite, de droite et des personnalités de la macronie s'y sont dites fermement opposées depuis juillet.

"Lucie Castets a répondu qu'ils font partie de la coalition, ils ont fait partie du front républicain", a relayé Fabien Roussel. "Le président de la République a donc dit qu'effectivement tous ceux qui ont participé au front républicain sont légitimes à participer à un gouvernement."

Des propos qui confirment ceux prononcés quelques minutes auparavant par le Premier secrétaire du Parti socialiste Olivier Faure. D'après lui, le chef de l'État "a lui-même reconnu que l'ensemble des forces représentées, qui avaient toutes participé au front républicain, contrairement au parti qui s'appelle justement Les Républicains, étaient parfaitement légitimes à la fois à gouverner et à incarner ce changement". BFMTV 23 août 2024

Un peu plus tard dans la journée, Renaissance-MoDem-Horizons-LR remettent les compteurs à zéro.

Les dirigeants de la coalition qui soutient le chef de l'État (Renaissance-MoDem-Horizons) sont certes arrivés en ordre dispersé, reflet de leurs différences de vues. Mais ils se sont tous accordés, selon plusieurs sources, sur le fait de renverser quelconque gouvernement qui viendrait à compter des membres du mouvement mélenchoniste.

Rebelote quelques minutes plus tard avec les Républicains « canal historique. » Reçu à son tour par Emmanuel Macron, Laurent Wauquiez a lui aussi confirmé qu'il chercherait à sanctionner toute équipe comprenant des Insoumis. « *Ils sont sortis du champ républicain depuis longtemps* », a justifié le chef des sénateurs LR Bruno Retailleau, également de la partie.

Or, si Lucie Castets était nommée à Matignon - avec des insoumis dans ses bagages -, la candidate du NFP pour la primature serait soumise à un risque de censure immédiat de la part du RN, du bloc macroniste, et des Républicains. Le cahier des charges pour la stabilité n'est donc pas rempli. Pour cause : Emmanuel Macron explique à ses interlocuteurs chercher « *une solution institutionnellement stable* », en vue de former « *un gouvernement stable et sûr.* » Le HuffPost 24 août 2024

---

### **Le numéro d'illusionniste de l'histrion du régime sert juste à maquiller son imposture.**

J-C - Il faut avoir à l'esprit que tout ce que Mélenchon raconte, il l'avait déjà en tête avant cette élection, il savait ce qui allait se passer si un tel scénario se produisait, et il connaît par cœur la Constitution de la Ve République à laquelle il a fait allégeance il y a déjà un demi-siècle, par conséquent il prend les électeurs de LFI pour des cons !

### **Mélenchon propose un gouvernement Castets sans ministres Insoumis - Le Point 24 août 2024**

Le fondateur de La France insoumise défie la droite et le centre de ne pas voter une motion de censure, même en cas d'absence de LFI dans un gouvernement de gauche.

« *Est-ce que vous seriez prêt à renoncer à votre participation pour permettre à la gauche de gouverner ?* » demande Anne-Claire Coudray à Jean-Luc Mélenchon, dans une entrevue en direct au journal de 13 heures de TF1 la présentatrice du JT Anne-Claire Coudray dans une entrevue en direct au journal de 13 heures de TF1 .

« *Nous ne serons jamais du côté du problème, répond le fondateur de LFI. Nous serons toujours du côté de la solution* », avant d'ajouter que c'est à son tour « *de poser une question aux chefs des trois partis macronistes et de la droite* ».

« *Le gouvernement de Mme Lucie Castets, s'il ne comportait aucun ministre Insoumis, est-ce que vous vous engagez à ne pas voter la censure et à lui permettre d'appliquer le programme pour lequel nous sommes arrivés en tête des élections législatives ? Répondez-nous.* », a-t-il déclaré au micro d'Anne-Claire Coudray.

« *Car si vous nous répondez “non”, alors on dira “les ministres Insoumis, en fait, c'est un prétexte”. C'est du programme que vous ne voulez pas. Donc vous ne valez pas plus cher que M. Macron, puisque vous refusez d'entendre la voix du suffrage universel, qui a placé le NFP en tête* », précise-t-il, avant de remercier les dirigeants des quatre partis du NFP, qui, tous, « *ont eu à cœur de défendre l'unité du NFP et la présence de ministres Insoumis* ». Le Point 24 août 2024

J-C – Lui il « *ne vaut pas plus cher* » qu'un Blum, Mitterrand ou Hollande !

Il demande aux représentants officiels du capitalisme, de laisser un gouvernement adopté quelques mesures sociales minimalistes ou très marginales, qui n'effleurent même pas les fondements du capitalisme, au nom de quoi devraient-ils accepter puisqu'ils disposent de moyens légaux constitutionnels pour s'y opposer ?

L'exercice auquel il se livre est de nature opportuniste, dans la mesure où il sait que « *la voix du suffrage universel* » doit être conforme aux intérêts du capitalisme, à l'esprit de la Constitution de la Ve République qui est destinée à les garantir. Il les incite donc à le faire valoir, ce qu'ils n'ont pas manqué de faire, autrement dit, l'air de rien ce manipulateur leur a tendu la perche et ils l'ont saisie.

Cet épisode signifie qu'en dehors d'une révolution politique et sociale, point de salut pour la classe ouvrière.

### **En complément.**

Au Mexique aussi, les dictateurs du nouvel ordre mondial profèrent les mêmes menaces et s'opposent au nouveau gouvernement, en invoquant la « *stabilité* » ou « *un risque majeur pour le fonctionnement de la démocratie* » qui pourrait porter atteinte à « *la confiance des investisseurs* »

### **Mexique: avec une large majorité, la gauche est désormais en mesure de voter des mesures controversées - rfi.fr 24/08/2024**

Au Mexique, l'institut électoral a confirmé, ce vendredi 23 août, que la gauche au pouvoir disposera bien d'une large majorité au Parlement. Mais cette majorité inquiète, entre autres, les États-Unis, car le parti d'Andres Manuel Lopez Obrador veut adopter des réformes controversées.

Plus de deux tiers des élus de Morena, le parti présidentiel, vont siéger à la Chambre des députés. Et avec presque deux tiers des élus au Sénat, à trois voix près, faciles à obtenir, les conditions sont réunies pour que le parti présidentiel puisse modifier la Constitution mexicaine.

La future présidente Claudia Sheinbaum, élue avec près de 60% des voix le 2 juin dernier, pourra faire adopter 23 réformes. Parmi cet héritage du président sortant, un projet de refonte du pouvoir

judiciaire. Il s'agit, entre autres, de faire élire des juges par le peuple avec pour objectif de lutter contre la corruption et les privilèges.

Mais les États-Unis, à travers leur ambassadeur, voient cette réforme comme « *un risque majeur pour le fonctionnement de la démocratie mexicaine* » avec pour principal argument le risque de voir l'influence des cartels d'augmenter, car ils pourraient faire pression sur les électeurs.

Il y a aussi des inquiétudes financières, car le Mexique est le premier partenaire commercial des États-Unis. Une relation qui repose sur « *la confiance des investisseurs* » en la justice mexicaine, d'après l'ambassade américaine. Les deux pays sont liés par un traité de libre-échange dont le Canada fait aussi partie. Ottawa a prévenu que ses investisseurs sont inquiets et veulent de la « *stabilité* ».

Le nouveau Parlement mexicain entrera en fonction le 1er septembre 2024.

---

## Santé.

### Lu.

J-C- Je rappelle que j'ai toujours soutenu la prescription de hydroxychloroquine, de l'ivermectine, de la vitamine D et du zinc notamment, en cas de covid-19, et je me suis opposé à la vaccination.

- Le fameux article estimant 17 000 décès dus à l'hydroxychloroquine a été rétracté par l'éditeur de la revue qui l'avait publié

«*Fin du match pour Mathieu Molimard et ses défenseurs ! Fin du match pour Olivier Véran et tous ceux qui ont fait passer l'article 4 liberticide autorisant des poursuites pénales contre les scientifiques remettant en doute de façon fondée certaines thérapeutiques. Fin du match*», a posté sur X Emmanuelle Darles, une des scientifiques à l'origine de cette victoire qui redonne ses lettres de noblesse à l'hydroxychloroquine.

Le fameux article estimant 17 000 décès dus à l'hydroxychloroquine durant la première vague Covid, qui fut un des fondements de la loi contre les dérives sectaires, surnommée la loi anti-Raoult, a été rétracté par l'éditeur de la revue Biomedicine & Pharmacotherapy. On se souvient du délire d'Olivier Véran, l'ancien ministre de la Santé au moment de la pseudo-pandémie Covid, qui s'était plu pendant les débats à l'Assemblée nationale sur ce projet de loi, à insulter le professeur Raoult en le traitant de «*charlatan de la Canebière*». Le charlatan, finalement c'est lui, le médecin sans patients !

Ne parlons pas de tous les autres charlatans, le docteur Molimard en tête qui avaient défilé sur les plateaux télé des médias au collier pour vanter l'exactitude de cette étude dont on découvre 8 mois après qu'elle était tout sauf exacte, et attaquer violemment le professeur marseillais.

Le 19 août 2024, les scientifiques auteurs de la lettre de préoccupation (Letter of Concern) sur la fraude scientifique Pradelle/Lega, apprenaient que l'éditeur de la revue Biomedicine & Pharmacotherapy annonçait la rétraction imminente de cette étude.

Aujourd'hui c'est chose faite : l'article a été rétracté.

Il aura donc fallu 8 mois et quelques jours pour que l'étude Pradelle / Lega soit rétractée alors que pour l'étude frauduleuse du Lancet sur l'hydroxychloroquine, cela avait pris 14 jours.

La rétraction de l'étude du Lancet (#LancetGate) avait été faite par l'auteur principal qui avait échoué à montrer l'origine des données, une démonstration de «bonne foi» devant l'attention mondiale reçue par cette étude à l'époque.

Dans le cas de l'étude Pradelle / Lega, nous assistons à une rétraction par l'éditeur après la mise en place du processus COPE (Comité d'Éthique des Publications), à la suite de la prise en considération des observations externes qui avaient été communiquées aux auteurs.

Ces considérations avaient également été communiquées au Pr Molimard de l'université de Bordeaux, qui avait effectué la promotion de cette étude dans les médias, alors que pourtant il avait été aussi informé des nombreuses critiques en échanges avec les auteurs de la lettre de préoccupation. De toute évidence, cela était la preuve d'une volonté des auteurs de faire perdurer cette étude frauduleuse, et par la même, de contribuer à la désinformation.

Voici traduit en français ce que dit la revue Biomedicine & Pharmacotherapy au sujet de cette rétractation :

Après la publication, la revue a été informée du débat des lecteurs sur cet article. La revue a reçu un certain nombre de lettres à l'éditeur et de correspondance de lecteurs. Le plan, tel que publié dans une première version d'une note de l'éditeur, était initialement de publier ces lettres à l'éditeur, après que les auteurs de l'article ci-dessus aient eu le droit de répondre et de soumettre une réponse (qui serait également publiée, après examen).

Après avoir évalué toutes les informations à ce stade, ainsi que l'étendue et la profondeur des critiques, le rédacteur en chef a pris la décision de changer d'approche et de traiter cette question par le biais du processus du Comité d'éthique des publications (COPE) pour les corrections du dossier scientifique : <https://publicationethics.org>

À l'issue de ce processus et après un examen attentif de toutes les informations disponibles, cet article a été retiré à la demande du rédacteur en chef.

La décision de se rétracter a été prise en raison de deux problèmes majeurs.

1. Fiabilité des données et choix des données. Les données belges en particulier se sont révélées peu fiables, sur la base d'estimations.
2. L'hypothèse selon laquelle tous les patients admis à la clinique étaient traités de la même manière pharmacologiquement était incorrecte.

Les deux problèmes mentionnés ci-dessus ont conduit le rédacteur en chef à considérer que les conclusions de l'article n'étaient pas fiables et que, par conséquent, l'article devait être rétracté.

Source : Médias-Presse-Infos

<https://www.medias-presse.info/etude-contre-lhydroxychloroquine-retractee/194550/>

### **Rappel des charlataneries journalistiques (extrait).**

- 17 000 décès imputés à l'hydroxychloroquine - Mediapart 6 janv. 2024
  - Covid-19 : l'hydroxychloroquine liée à près de 17.000 - Radio France 3 janv. 2024
  - Dangerosité. Covid-19 : l'hydroxychloroquine liée à près de 17 000 morts dans six pays au printemps 2020 - liberation.fr 3 janvier 2024
  - Covid-19 : L'hydroxychloroquine liée à la mort de 17.000 ... - 20 Minutes janv. 2024
  - Covid-19 : l'hydroxychloroquine a fait près de 17 000 ... - Le HuffPost 4 janv. 2024
  - 17 000 décès imputés à l'hydroxychloroquine - Europe 1 5 janv. 2024
  - Vrai ou faux. L'hydroxychloroquine a-t-elle tué près de ... France Info 4 janv. 2024
- 4 janv. 2024 — Une étude met en évidence que près de 17 000 patients ayant reçu de l'hydroxychloroquine sont décédés durant la première vague de covid-19. France Info 4 janv. 2024

---

### **Cherchez l'erreur.**

#### **L'erreur de la vaccination.**

##### **En français (un extrait)**

<https://www.mediafire.com/file/5mfhla3ode77rs5/L'erreur+de+la+vaccination+-+Dr+Alexander+Wilder.pdf/file>

##### **En anglais.**

<https://dn790000.ca.archive.org/0/items/101229606.nlm.nih.gov/101229606.pdf>

<https://pds.lib.harvard.edu/pds/temp/async/5817360-1-40.pdf>

---

### **Venezuela.**

#### **Venezuela: Nicolas Maduro qualifie d'"indiscutable" la validation de sa réélection par la Cour suprême - BFMTV 23 août 2024**

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a qualifié ce jeudi 22 août d'"historique et indiscutable" la validation par la Cour suprême de sa réélection au scrutin du 28 juillet, à l'issue contestée, l'opposition rejetant cette décision.

Carysliá Rodríguez, présidente de la Cour suprême, a assuré que "les bulletins émis par le Conseil national électoral (CNE) (...) sont étayés par les procès-verbaux de décompte émis par chacune des

*machines à voter*" et "coïncident pleinement avec les enregistrements des bases de données des centres nationaux de décompte".

Nicolas Maduro, 61 ans, a été proclamé vainqueur avec 52% des voix par le CNE, qui n'a cependant pas rendu publics les procès-verbaux des bureaux de vote, se disant victime d'un piratage informatique.

Une telle attaque est jugée peu crédible par l'opposition et de nombreux observateurs, qui y voient une manœuvre du pouvoir pour éviter de divulguer le décompte exact. Mme Rodriguez a cependant assuré jeudi qu'il y avait des "*preuves d'une cyberattaque massive contre le système électoral*".

---

## **Les Etats-Unis et la CIA garants de la démocratie en Amérique du Sud.**

### **Amérique latine: Tentatives de coups d'Etat et coups d'Etat - bolivarinfos.over-blog.com 21 Août 2024**

En juin dernier, dans le contexte des événements du 26 juin de cette année, jour où un groupe de militaires a fait irruption au siège du Gouvernement situé sur la place Murillo pour renverser Luis, Arce et prendre le pouvoir, la BBC a dit que la Bolivie était « *le pays dans lequel il y a eu le plus de tentatives de coups d'Etat* » depuis 1950.

La tentative de coup d'état a été dirigé par le commandant général de l'armée bolivienne, Juan José Zúñiga Macías qui, quelques jours auparavant, avait déclaré que Evo Morales, « *ne pouvait plus être président de ce pays* », et que « *si cela se produisait, je ne lui permettrais pas de piétiner la Constitution* ». Et il a ajouté que « *les forces armées sont le bras armé du peuple, le bras armé de la patrie.* » Pendant la tentative, il a déclaré aussi qu'il cherchait à rétablir la démocratie et que l'armée ne manquait pas de couilles.

Comment on le sait, la tentative de coup d'Etat a échoué et les responsables sont en prison. A la différence du coup d'Etat de 2019 en Bolivie, cette fois, les insurgés n'ont pas eu le soutien de toutes les forces armées et la situation n'était pas favorable à leurs attentes.

Souvenons-nous qu'en 2019, le commandant de l'armée de l'époque, William, Sliman, diplômé de l'école des Amériques, avait exigé la démission des Evo Morales dans un contexte de violence et de déstabilisation créé par des accusations mensongères de fraude aux élections.

Ce qui est sûr, c'est que derrière les forces armées boliviennes, il est évident qu'il y a des militaires nostalgiques du passé et de la doctrine de la sécurité nationale inoculée par les États-Unis aux troupes d'Amérique latine. Il est très possible que dans l'avenir, nous voyions d'autres tentatives de coups d'Etat si les mesures adéquates ne sont pas prises, si on ne renforce pas l'unité du mouvement vers le socialisme (MAS) et si on ne prend pas soin.

Au Venezuela, après les élections présidentielles du 28 juillet dernier, le Gouvernement a dénoncé une tentative de coup d'Etat de l'opposition dirigée par Maria Corina Machado qui, une nouvelle fois, n'a pas reconnu les résultats des élections comme c'est arrivé régulièrement dans le passé. Alors qu'on accuse le Venezuela d'être une dictature, elle a participé à différentes élections précédentes. Par exemple, en 2021, l'opposition a eu 3 gouverneurs et 59 maires élus et les partis

d'opposition peuvent agir légalement en présentant leurs candidats aux différents processus électoraux.

Au Venezuela, comme nous le savons, ce ne serait pas la première fois qu'on tenterait de renverser le Gouvernement bolivarien par la force. Le 11 avril 2002, ils ont attaqué le pouvoir, mais ils ont échoué en quelques jours.

Pendant les 10 dernières années, le secteur le plus réactionnaire de l'opposition vénézuélienne a poursuivi ses tentatives pour renverser le Gouvernement grâce à des protestations violentes, les guarimbas, à l'entrée de mercenaires, à des attentats terroristes contre les infrastructures de l'État et même une tentative d'assassinat du président Nicolas Maduro. Mais la droite vénézuélienne n'a réussi ni à renverser le Gouvernement ni à avoir le soutien massif de la population pour arriver au pouvoir.

Les plus de 900 sanctions que les États-Unis ont imposées au Venezuela, l'étranglement économique, la longue guerre hybride comprenant le financement de l'opposition et des violences ont été un éléments important pour « *créer le climat* » nécessaire au Venezuela (comme ils l'ont fait contre le Gouvernement de Salvador Allende au Chili dans les années 70) pour l'explosion sociale qui, cependant, n'a pas fonctionné à cause de l'unité, de la conscience et de la politisation des forces armées et d'un secteur important de la société vénézuélienne qui continue à voter en faveur de la poursuite de la Révolution Bolivarienne.

Les tentatives de coups d'Etat, en Amérique latine au cours des dernières décennies :

Au Venezuela, le 12 avril 2002, l'opposition, avec le soutien de l'armée, fait un coup d'Etat pour chasser par la force le président Hugo Chávez. Parmi les individus impliqués figurent le général Efraín Vásquez et le général Ramírez Poveda, diplômés de l'école des Amériques. Ça a été une tentative de coup d'Etat civil et militaire qui a duré environ 48 heures avant d'échouer.

En Haïti, le 29 février 2004, le président élu, Jean Bertrand Aristide, est enlevé par un commando des forces spéciales des États-Unis, avec le soutien de la France. On a dit à l'opinion publique, qu'Aristide avait démissionné volontairement.

Au Honduras, le 28 juin 2009, le président Manuel Zelaya est enlevé et emmené au Costa Rica. Parmi les responsables du coup d'Etat figurent le chef d'État Major de l'État, Major conjoint, Roméo Vaquez Velasquez, et le chef de l'armée de l'air, le général Luis Prince Suazo, tous deux diplômés de l'école des Amériques. Ce coup d'Etat a été un coup d'Etat civil et militaire auquel le Congrès à majorité de droite a donné son aval.

En Équateur, le 30 septembre 2010, le président Rafael Correa est enlevé pendant quelques heures lors d'une tentative de coup d'Etat. Même s'il est certain que cette tentative a échoué, les États-Unis, l'USAID et d'autres agences ont continué à faire des efforts pour provoquer la déstabilisation sociale du Gouvernement populaire et revenir sur ses avancées. Enfin, ils ont réussi à faire juger Rafael Correa pour qu'il ne puisse plus se présenter comme candidat aux élections présidentielles à venir et que l'Équateur soit actuellement l'un des pays qui a le plus d'assistance militaire des États-Unis.

Au Paraguay, le 22 juin 2012, le Sénat a jugé « *en urgence* », le président Fernando Lugo et l'a destitué sous prétexte qu'il était responsable des affrontements entre paysans et policiers qui ont fait 17 morts à Curuguaty. L'enquête postérieure a révélé que celui qui avait donné l'ordre était Paulino Rojas, un commandant de la police nationale du Paraguay entraîné par le FBI qui avait des liens

étroits avec l'USAID. Un scénario a été créé, on en a profité et on a destitué un président élu démocratiquement sans qu'il puisse se défendre.

Au Brésil, le 31 août 2016, après un « *Impeachment* », le Sénat du Brésil, a destitué officiellement la présidente Dilma Rousseff par 61 voix contre 20 pour de soi-disant « *crime de responsabilité*. » Trois ans auparavant, en septembre 2013, Liliana Ayalde, qui avait été ambassadeur au Paraguay quand le Sénat avait aussi destitué Fernando Lugo était devenue ambassadeur des États-Unis au Brésil. La présidente Dilma Rousseff avait déclaré alors : « *Dans le passé par les armes, et aujourd'hui grâce à la rhétorique judiciaire, ils cherchent à nouveau à porter atteinte à la démocratie et à l'État de droit.* »

En Bolivie, le 10 novembre 2019, grâce à une dénonciation de fraude aux élections et à la création d'un climat de violence sociale (comme nous l'avons vu au Venezuela), on a réussi à destituer le président et Evo Morales. Les États-Unis ont reconnu immédiatement Jeanine Áñez, une sénatrice de droite, qui a exercé la présidence.

SOA Watch avait alors signalé : « *Au moins 6 diplômés de l'école des Amériques ou/et de l'Institut de coopération pour la sécurité dans l'hémisphère occidental (SOA/WHINSEC) ont joué un rôle dans le coup d'État en Bolivie. À commencer par le général Kaliman, diplômé du SOA/WHINSEC, qui a reçu une formation à Fort Benning, aux États-Unis, en 2003 et 2004, en suivant le cours de « commandement et d'état-major général* ».

« *L'entraînement au SOA/WHINSEC de futurs chefs militaire et précisément destinés à établir une relation des États-Unis avec des officiers de haut niveau, pour atteindre les objectifs des États-Unis, comme l'a dit le commandant du WHINSEC récemment : « Les relations qu'ils ont construites ici les aident à faire les choses.* »

En Haïti, le 17 juillet 2021, le président Jovenel Moïse était assassiné. Parmi les individus impliqués se trouvaient des mercenaires colombiens et d'anciens militaires, qui avaient reçu auparavant un entraînement à l'école des Amériques des États-Unis.

Au Pérou, le 7 décembre 2022, le président Pedro Castillo annonçait qu'il allait dissoudre le Congrès de la République et appeler à des élections législatives, mais il est destitué pour « incapacité morale » et accusé d'avoir fait un coup d'Etat par le Congrès qui, le même jour avait envisagé de voter son départ. Beaucoup considèrent que c'est Castillo qui a été victime d'un coup d'Etat puisqu'on ne l'a pas laissé gouverner et on l'a destitué. Il faut rappeler qu'en 2019, le président de l'époque Martin Vizcarra avait pris la même mesure, dissout le Congrès péruvien sans avoir été accusé de faire un coup d'Etat. À la différence de Castillo, Vizcarra faisait partie de l'élite et avait le soutien total des forces armées et de la police nationale. Actuellement, Castillo est toujours en prison et Dina Boluarte, qui l'a remplacé, reste au pouvoir sans avoir organisé d'élections présidentielles jusqu'à maintenant. Les États-Unis ont une importante présence militaire au Pérou.

Au Brésil, le 8 janvier 2023, un groupe important de manifestants de droite tente de prendre le palais du Planalto dans lequel fonctionne les trois pouvoirs de l'État brésilien pour soutenir Jair Bolsonaro qui n'a pas reconnu sa défaite aux élections. Même s'il est certain que pendant les attaques, Bolsonaro se trouvait aux États-Unis, une enquête de la police a indiqué qu'il avait eu auparavant de multiples réunions avec des conseillers et des militaires pour discuter de la possibilité d'un coup d'Etat. Rappelons que sous le gouvernement de Bolsonaro, les relations militaires avec les États-Unis qui se sont maintenues jusqu'à présent, on t'a augmenté, ce qui représente un danger pour la démocratie brésilienne.

L'entraînement de troupes d'Amérique latine par les États-Unis comme le financement de l'agence des États-Unis pour le développement international (USAID), de la fondation nationale pour la démocratie, (NED), entre autres, d'ONG, de partis politiques, de groupes d'opposition et de la presse hégémonique constituent des outils destinés à ce que les États-Unis installent leur ordre du jour, puissent déstabiliser des Gouvernements progressistes, et le cas échéant, puissent soutenir et appeler à des coups d'Etat en Amérique latine.

De plus, l'académie internationale pour le respect de la loi (ILEA) des États-Unis qui fonctionne au Salvador, et où sont formés des policiers, des procureurs et des juges d'Amérique latine, constitue un instrument de la guerre juridique pour accuser, juger, et criminaliser des dirigeants sociaux et des présidents progressistes de tout notre continent pour les enlever de leur chemin et récupérer leur statu quo néo-libéral.

Comme nous l'avons vu, les tentatives de coup d'Etat et les coups d'Etat en Amérique latine se sont poursuivis et derrière, il y a toujours les mêmes: l'opposition de droite, l'oligarchie, les corporations, les militaires et les États-Unis, qui continuent à défendre leurs intérêts en empêchant les transformations sociales au profit de nos peuples

---

## **Ukraine.**

### **La guerre entraîne une véritable catastrophe démographique en Ukraine - InfoBrics 22 août 2024**

L'une des conséquences les plus tragiques de la guerre pour l'Ukraine est la crise démographique. D'une part, plus de 700 000 soldats sont morts ou ont été gravement blessés sur le champ de bataille et, d'autre part, 12 millions d'Ukrainiens ont émigré, ce qui laisse environ 20 millions de personnes dans le pays et crée un déficit démographique qui sera difficile à combler. Dans le même temps, les élites occidentales exercent une pression de plus en plus forte pour que l'Ukraine ouvre ses frontières à l'immigration, ce qui risque de créer encore plus de problèmes dans l'avenir.

La démographie ukrainienne ne reviendra jamais à la situation d'avant-guerre. Quels que soient les efforts déployés par le régime de Kiev et ses soutiens internationaux pour rapatrier certains des millions de réfugiés ukrainiens dans le monde, il est extrêmement difficile que ces mesures aboutissent. Afin que les Ukrainiens qui ont émigré en Europe et aux États-Unis reviennent en Ukraine, des politiques autoritaires, telles que l'arrestation et l'expulsion du pays, pourraient être mises en œuvre. Il serait alors impossible pour ces pays de continuer à maintenir leur masque «*démocratique*». De plus, il est important de rappeler que la plupart des Ukrainiens ont fui pour se réfugier en Russie et sont de véritables opposants à la junte de Maïdan.

En attendant, la machine de guerre ne semble pas vouloir s'arrêter. Zelensky a accepté d'obéir au plan occidental de «*combattre jusqu'au dernier Ukrainien*». Même avec plus de 700 000 victimes sur le champ de bataille, la reddition n'est toujours pas une option pour le régime. Bien qu'elle sache que la défaite est inévitable, l'Ukraine continue de recruter de nouveaux soldats chaque jour. Les personnes âgées, les femmes, les personnes ayant de graves problèmes de santé et même les adolescents sont déjà visés par les mesures draconiennes de mobilisation, ce qui rend l'avenir de la population ukrainienne encore plus critique.

La violence de la politique de mobilisation ukrainienne devient de plus en plus inquiétante pour la stabilité politique du régime lui-même. Il est courant de voir des vidéos circuler sur Internet

montrant des gens ordinaires dans les rues de l'Ukraine attaquant des centres de recrutement, ainsi que des soldats ukrainiens capturant et battant des civils dans les villes pour les forcer à aller au front. Le mécontentement populaire atteint des niveaux de plus en plus élevés et il est probable que des frictions plus graves entre le peuple et l'État se produiront à l'avenir.

De nombreux civils ukrainiens sont armés. En 2022, lors de la campagne de diversion russe dans les faubourgs de Kiev, le gouvernement ukrainien a distribué des armes à la population, invoquant la «nécessité de protéger la capitale». Ces armes n'ont évidemment jamais été rendues, et aujourd'hui le régime n'a plus le contrôle de la plupart des équipements militaires circulant dans les villes ukrainiennes. À cela s'ajoutent les trophées de guerre apportés par des vétérans traumatisés qui ne veulent pas retourner au front et sont prêts à tout pour continuer à vivre avec leur famille. Il semble que ce ne soit qu'une question de temps avant que les gens commencent à utiliser ces armes pour se protéger et protéger leurs proches de la mobilisation forcée.

Ce processus de mobilisation est un cercle vicieux : plus le gouvernement met en œuvre des politiques de recrutement forcé, plus les gens se révoltent et tentent de fuir. On signale fréquemment que des Ukrainiens traversent les frontières pour se rendre dans des pays tels que la Hongrie et la Roumanie. Nombre de ces citoyens ukrainiens meurent en raison des dangers liés au franchissement illégal de la frontière. Toutefois, pour l'Ukrainien ordinaire, tout danger semble en valoir la peine si l'on considère la possibilité d'échapper à une mort certaine dans le «broyeur de viande» des lignes de front.

Il est également important de rappeler que de nombreux soldats qui n'ont pas pu échapper à la mobilisation se rendent dans la zone de guerre et, s'ils ont la chance de franchir les lignes intermédiaires sans être anéantis par l'artillerie russe, «*changent de camp*», se rendant rapidement dès qu'ils aperçoivent l'ennemi. Les Ukrainiens qui se sont rendus sont si nombreux que les forces armées russes créent même des bataillons entiers de soldats ukrainiens expatriés prêts à combattre le régime néo-nazi.

Dans une guerre, les pertes d'un pays ne se limitent pas aux victimes des hostilités. L'émigration massive et la capitulation doivent également être prises en compte, car ces citoyens ukrainiens ne reviendront certainement jamais dans leur pays. Récemment, un général polonais a déclaré que les pertes ukrainiennes devaient se compter «*en millions*», car l'émigration doit également être considérée comme une sorte de «*perte*», puisque chaque citoyen ukrainien qui quitte le pays signifie un soldat de moins – et pas seulement un soldat de moins, mais aussi un travailleur de moins pour l'industrie nationale.

Ce scénario nous donne une idée de ce que sera l'Ukraine d'après-guerre : un pays en faillite, aux infrastructures dévastées, endetté (car aucun programme d'aide occidental n'est «*gratuit*») et ne disposant pas d'un personnel suffisant pour travailler à la reconstruction nationale. Avec des millions d'habitants en moins, l'Ukraine ne pourra pas se reconstruire seule. Et il semble qu'elle n'aura que peu ou pas de soutien de la part des pays «*partenaires*», puisque ces États sont contrôlés par une élite de prédateurs financiers qui s'intéressent précisément à profiter des dettes infinies de l'Ukraine.

Certains «*experts*» européens ont proposé à l'Ukraine de mettre en œuvre certaines mesures d'urgence, notamment l'introduction d'un régime de visas pour les citoyens quittant le pays, la fermeture d'universités et l'ouverture d'écoles techniques professionnelles, ainsi que l'accueil d'immigrants du Moyen-Orient et d'Afrique pour réapprovisionner le marché du travail national.

Ces mesures sont conformes à la mentalité libérale européenne typique. Ce sont des politiques qui apportent un faux sentiment de «*solution*» aux problèmes de l'Ukraine, mais qui ne feront qu'entraîner des conséquences encore plus négatives à long terme. L'introduction du régime des visas suscitera un grave mécontentement populaire et aggravera les tensions internes actuelles. Le remplacement des universités par des écoles techniques, bien qu'il puisse aider à court terme à la formation de professionnels, fera de l'Ukraine un pays dépourvu de professionnels hautement qualifiés dans quelques années. Enfin, l'immigration risque de provoquer une véritable agitation sociale dans le pays.

Les immigrants deviendront une main-d'œuvre moins chère et plus intéressante pour l'élite ukrainienne, entraînant le chômage de la population autochtone restante. Et il ne sera certainement pas facile de concilier l'arrivée d'étrangers avec la mentalité collective néo-nazie et raciste avec laquelle des millions d'Ukrainiens ont été endoctrinés après dix ans de lavage de cerveau. Il en résultera certainement une très grave catastrophe sociale.

En fait, il n'y a qu'une seule solution au problème démographique de l'Ukraine : une capitulation rapide en acceptant les conditions de paix russes, y compris la fin des liens avec l'OTAN. Cela permettrait d'établir de bonnes relations avec Moscou et d'attirer les investissements de l'économie russe en pleine croissance ainsi que ceux des partenaires russes, y compris la Chine. L'Ukraine serait rapidement reconstruite et de nombreux émigrants souhaiteraient revenir pour profiter de la croissance économique du pays – un scénario qui sera impossible si l'Ukraine d'après-guerre continue d'être contrôlée par les prédateurs financiers occidentaux.